



RASSEMBLONS NOS FORCES ET CONSTRUISONS UN MONDE VIVABLE

Cette sortie de crise doit être un moment levier pour s'orienter vers un nouveau modèle sociétal. Il s'agit de travailler ensemble pour redonner la priorité au bien être de vivre et de proposer un projet stimulant d'après crise, porteur à la fois d'espoir mais aussi de solutions durables et pérennes.

Cette crise nous rappelle sévèrement l'interdépendance des trois piliers du développement durable : l'environnement, le social et l'économie. Changer de modèle devient urgent et ce à l'échelle locale comme planétaire. De nombreux appels pour le monde d'Après, beaucoup de propositions pour un monde meilleur ont été publiées.

Le mouvement régional France Nature Environnement a réuni dans ce document les propositions de différents groupes de travail thématiques auxquels participent bénévoles et salarié.e.s de la fédération régionale, travail collaboratif engagé depuis très longtemps, qui s'appuie sur des plaidoyers existants (lien sommaire des plaidoyers).

Le Conseil Régional, les services de l'Etat en Région et les collectivités territoriales ont été destinataires de nos propositions de leurs champs de compétences respectifs. La cohérence des décisions prises par ces différents acteurs et l'implication de tous seront un des facteurs déterminants.

Le monde associatif, à toutes ces échelons, doit peser pour imposer l'intérêt général. A chaque niveau de responsabilité et de territoire, il est possible de participer à la réorientation que de nombreuses personnes appellent de leurs vœux. Le futur est entre nos mains, encore faut-il suffisamment de forces et de détermination pour y parvenir.

En adhérant à notre mouvement, avec votre association ou à titre personnel, vous contribuerez à peser dans ce sens.

Avertissement = les contenus de ce document sont, d'une part, à destination de différentes institutions, d'autre part à destination des réseaux associatifs et citoyens ainsi que toute personne intéressée par la défense de la Nature et de l'Environnement. Des propositions similaires peuvent ainsi apparaître à plusieurs reprises au cours des différents chapitres.

TABLE DES MATIERES

1	Propositions au Conseil Régional.....	5
1.1	Une Région qui impulse un nouveau modèle de société à travers ses aides et sa commande publique	5
1.2	Une Région qui fait de sa COP d'Avance un moteur de sortie de la crise dans une dynamique économique, sociale et environnementale	6
1.2.1	Reconquérir la qualité de l'air.....	6
1.2.2	Préserver le vivant et les ressources et intégrer le changement climatique :.....	7
1.2.3	Sensibiliser, former pour un changement de comportement :.....	7
1.3	Une Région qui mobilise autour d'elle l'ensemble des acteurs pour bâtir l'APRES	7
2	Propositions à l'Etat.....	8
2.1	Conditionner écologiquement et socialement le redéploiement des activités économiques dans notre région	8
2.2	Préserver les biens communs, socle de l'intérêt général, au regard du changement climatique	9
2.2.1	Des sols préservés et vivants	9
2.2.2	Un air respirable - une santé en lien avec notre environnement.....	10
2.2.3	Une eau en quantité et en qualité, un espace maritime aux usages équilibrés :	10
2.3	Lancer un renouveau démocratique	11
3	Propositions aux Métropoles et EPCI	12
3.1	Des collectivités qui priorisent leurs aides et leurs commandes publiques en relation à un nouveau modèle de société	12
3.2	Des collectivités qui garantissent la résilience de leur territoire	13
3.2.1	Préserver les biens communs au regard du changement climatique.....	13
3.2.2	Mettre en œuvre une véritable transition énergétique (PCAET)	14
3.2.3	Œuvrer pour une autonomie alimentaire	15
3.2.4	Eviter, récupérer, partager	15
3.3	Des collectivités qui mobilisent autour d'elles l'ensemble des acteurs	16

4	Propositions à tous les acteurs institutionnels.....	17
4.1	Faire de la santé et de l'environnement les piliers de notre bien être	17
4.1.1	Améliorer l'environnement pour améliorer notre santé	17
4.1.2	Promouvoir une politique d'aménagement du territoire favorable à la santé	17
4.1.3	Revoir l'organisation de notre système de santé selon les logiques structurantes	17
4.2	Garantir et préserver les biens communs, socle de l'intérêt général, au regard du changement climatique	18
4.2.1	Des Sols préservés et vivants :	18
4.2.2	Une eau en quantité et en qualité et un espace maritime aux usages équilibrés	19
4.2.3	Un air respirable et une santé repensée en lien avec notre environnement	20
4.3	Garantir la résilience des territoires	23
4.3.1	Développer une véritable transition énergétique.....	23
4.3.2	S'adapter au changement climatique.....	23
4.3.3	Mettre en place l'autonomie alimentaire à l'échelle des territoires.....	24
4.4	Eviter, récupérer, partager : piliers de l'économie et de la consommation	24
4.5	Lancer un renouveau démocratique	25
4.6	Assortir les aides publiques de critères d'éco-conditionnalité	26
5	GLOSSAIRE.....	27

APPEL DU MOUVEMENT FNE EN PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE UN MONDE VIVABLE SORTIR DE LA CROYANCE D'UNE CROISSANCE INFINIE !

Nous sommes à un tournant, une occasion à saisir pour revenir à un état d'équilibre viable en **limitant la consommation des ressources au potentiel d'1 planète par an contre 2,7 actuellement pour tenir compte de l'urgence climatique.**

Il est impératif de modifier nos comportements et de redonner **la priorité aux « communs » que sont la terre, l'eau, l'air, la biodiversité.**

Toutes les décisions doivent désormais être prises au regard de ces priorités qui **constituent le socle de l'intérêt général.**

La pandémie se révèle intimement liée à la crise environnementale

Scientifiques, experts, philosophes tentent depuis des décennies d'attirer l'attention sur l'état de la planète et les risques sanitaires engendrés par la destruction des écosystèmes, la multiplication des élevages intensifs ou encore le trafic illégal d'espèces. Ces mécanismes renvoient à ceux qui favorisent l'apparition et la diffusion de virus. Cette crise démontre aussi la capacité collective à modifier radicalement nos modes de fonctionnement face à l'urgence sanitaire. Il faut mobiliser cette même capacité collective pour inscrire ces modifications dans le sens d'un équilibre durable et du bien-être de tous.

A l'échelle régionale et quotidiennement, depuis 50 ans, **le mouvement FNE avertit** sur les pollutions, l'artificialisation des sols, la destruction des milieux naturels, la perte de la biodiversité et les conséquences du dérèglement climatique. Malgré ces nombreuses alertes portées à chaque échelle de territoire, **nos propositions ne sont pas suffisamment écoutées et prises en compte.**

Ensemble, construisons un monde meilleur.

C'est une nécessité impérative pour l'intérêt général que les défenseurs de la nature puissent apporter leurs expertises et éclairages aujourd'hui, demain, à l'échelle de notre territoire. **Coopérer** est bien une nécessité : **il s'agit de travailler ensemble pour redonner la priorité au bien être de vivre.** Il en va de l'intérêt général et de l'avenir des générations futures.

Décideurs publics et privés,

Osez la transition au nom du bien commun !

C'est en faisant cet effort que vous pourrez proposer un projet stimulant d'après crise, porteur à la fois d'espoir mais aussi de solutions durables et pérennes. Cette sortie de crise doit être un moment levier pour s'orienter vers un nouveau modèle sociétal plus solidaire et plus respectueux du vivant.

Instaurer une coopération avec toutes les parties prenantes.

FNE en Provence Alpes Côte d'Azur milite pour une gouvernance rénovée, incluant plus fortement que jamais la société civile organisée. Une fabrique territoriale de la transition écologique doit être constituée afin de concevoir et mettre en œuvre des propositions pour la société de demain.

1 PROPOSITIONS AU CONSEIL REGIONAL

1.1 UNE REGION QUI IMPULSE UN NOUVEAU MODELE DE SOCIETE A TRAVERS SES AIDES ET SA COMMANDE PUBLIQUE

La crise du Covid-19 qui survient actuellement nous rappelle sévèrement l'interdépendance des trois piliers du développement durable : l'environnement, le social et l'économie. Changer de modèle devient urgent, et ce à l'échelle locale comme planétaire.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés par l'ONU constituent un outil de référence.

Sur cette base, **des critères d'évaluation** peuvent être mis en place dans l'ensemble des politiques sectorielles de la région et déclinés :

- **Pour l'ensemble des aides auprès des porteurs de projets publics ou privés,**
- **Au sein de la commande publique**
- **A travers les Contrats Régionaux d'Equilibres Territoriaux.**

Par ailleurs, les **critères d'éco conditionnalité** peuvent être élaborés autour d'axes intégrant la justice sociale, le renouveau économique et la préservation des ressources environnementales.

- **La préservation de la biodiversité des milieux et des ressources**

La région doit favoriser des projets protégeant la ressource en eau, limitant l'étalement urbain, améliorant l'offre de transports non routiers, diminuant les gaz à effet de serre... ;

- **La cohésion sociale, la solidarité territoriale et générationnelle**

La région doit encourager les projets et les actions favorisant l'insertion des jeunes et des demandeurs d'emplois, l'accès aux services publics ;

- **L'épanouissement des êtres humains**

La Région doit veiller à l'accès à l'éducation pour tous, à une alimentation saine, à des espaces de nature ;

- **La dynamique de développement créée selon des modes de production et de consommation responsables**

La Région doit vérifier si les initiatives proposées par des porteurs de projets favorisent les circuits courts, une alimentation saine et de qualité ou se font avec des produits éco conçus.

- **La territorialisation des objectifs des schémas régionaux**

La Région doit vérifier si l'EPCI dispose ou est en cours de construction d'un SCoT compatible avec le SRADDET ; s'il met en place des Programmes Locaux de Prévention de Déchets Ménagers et Assimilés en vue d'atteindre les objectifs du PRPGD ;

- **Les démarches de démocratie participative dans les documents de planifications des collectivités.**

La Région peut s'assurer que les documents de planification des collectivités ont été construits en associant les citoyens grâce à une large consultation publique ;

- **L'adaptation au changement climatique**

La région doit favoriser l'émergence d'actions pérennes et multifonctionnelles : actions bénéfiques quelle que soit l'ampleur des impacts du changement climatique (ainsi il n'y aurait plus de financement pour des stations de montagne de basse altitude ou pour des événements « sports mécaniques » en milieux naturels).

1.2 UNE REGION QUI FAIT DE SA COP D'AVANCE UN MOTEUR DE SORTIE DE LA CRISE DANS UNE DYNAMIQUE ECONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

La Région a un rôle majeur pour **prioriser des programmes régionaux** liés aux enjeux sanitaires et environnementaux **au sein de la Cop d'avance**. Il s'agit de transformer les objectifs affichés en véritable dynamique économique, sociale et environnementale pour répondre de manière concrète et appropriée aux enjeux identifiés.

La crise sanitaire se révèle intimement liée à une crise environnementale plus globale. Les effets de cette crise sur la population démontrent les fortes inégalités en matière de santé au sein des territoires de la Région.

Il apparaît indispensable de réviser et renforcer le PRSE, en collaboration avec l'Etat et l'ARS :

- En doublant ses financements ;
- En y intégrant de manière plus large les enjeux de zoonose, de lien avec la préservation du vivant et du changement climatique ;
- En le rendant plus participatif.

Par ailleurs, il apparaît indispensable de renforcer certains programmes déjà en cours sur les axes suivants :

1.2.1 RECONQUERIR LA QUALITE DE L'AIR

- **Avec une politique ambitieuse de transports alternatifs au routier pour :**

- intensifier et développer l'offre de transport ferroviaire et développer la complémentarité entre le réseau ferroviaire et les autres modes de déplacement (Multimodalité/Pôles d'échanges) ;
- développer l'écomobilité dont les mobilités actives (vélo et marche) ;
- préserver/requalifier les infrastructures permettant le report modal du transport routier de marchandises vers le rail ;
- contribuer à la mise en œuvre d'un véritable service public de fret ferroviaire ;
- concourir au développement d'une offre logistique urbaine.

- **Avec des programmes prioritaires visant une neutralité Carbone avant 2050 sur :**

- L'efficacité et la sobriété énergétique avec une démarche volontariste de rénovation énergétique des logements et la mise en place de plans d'actions notamment pour les copropriétés et le parc social ;

- le développement des énergies renouvelables et notamment la création d'outils de portage de projets associant citoyens et collectivités locales ;

- **Avec des projets concrets favorisant l'objectif escale zéro fumée :**

- Application par anticipation sur le littoral des dispositions Zone ECA ;

- Electrification de postes à quai des navires de croisières ;

- Animation et coordination des parties prenantes du projet « escale zéro fumée » ;

- **Avec des soutiens aux projets d'urbanisme favorables à la santé et au bien-être pour des aménagements leviers de prévention et de promotion de la santé :**

- Veiller à naturaliser les villes ;

- Réorganiser l'espace pour les mobilités actives et la préservation des continuités écologiques.

1.2.2 PRESERVER LE VIVANT ET LES RESSOURCES ET INTEGRER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE :

- Viser zéro artificialisation nette du territoire et créer un observatoire de l'artificialisation des sols ;

- Accroître le réseau des espaces naturels (Réserves, parcs naturels) à travers une politique d'acquisition d'espaces naturels en mer et sur terre ;

- Accompagner le changement de pratiques agricoles pour sortir des pesticides et de l'élevage industriel ;

- Mettre en œuvre des dynamiques territoriales d'économie circulaire ;

- Réorienter le programme SMART Mountain en prenant en compte le changement climatique avec des plans d'adaptation des stations de montagne réalistes et concrets (en priorité celles en-dessous de 1500 m).

1.2.3 SENSIBILISER, FORMER POUR FAIRE EVOLUER LES COMPORTEMENTS :

- Intégrer dans les apprentissages techniques et formations continues, en particulier dans le bâtiment, l'éco construction, la sobriété énergétique des bâtiments, la gestion des déchets sur un chantier ;

- Intégrer dans le programme scolaire des Lycéens des temps de sensibilisation aux enjeux environnementaux.

1.3 UNE REGION QUI MOBILISE AUTOUR D'ELLE L'ENSEMBLE DES ACTEURS POUR BATIR L'APRES

Cheffe de file en biodiversité, en aménagement du territoire, en économie et formation, la Région est au cœur de la société en étant en liens avec les acteurs économiques des territoires, les collectivités et la société civile.

Cette sortie de crise doit être un moment levier pour s'orienter vers un nouveau modèle sociétal. Il s'agit de travailler ensemble pour redonner la priorité au bien être de vivre et de proposer un projet stimulant d'après crise, porteur à la fois d'espoir mais aussi de solutions durables et pérennes.

Des outils concrets et efficaces peuvent se mettre en place pour lancer dès aujourd'hui, de manière participative, une nouvelle démocratie.

Elle pourrait prendre la forme **d'une fabrique régionale de la transition** à l'échelle régionale et des quatre bassins de vie définis dans le SRADDET incluant l'ensemble des parties prenantes et un panel de citoyens.

Cette instance de démocratie participative serait pilotée à l'échelle régionale par des politiques transversales.

Elle aurait pour objectif l'élaboration, le suivi et l'évaluation de propositions de progrès continu sur les schémas régionaux et aides publiques régionales. Elle devrait faire la transparence sur l'affectation des budgets et la vérification, à court terme, de la nécessaire opérationnalité des actions. Elle proposerait des critères d'éco conditionnalité des aides dans l'ensemble des politiques publiques régionales.

2 PROPOSITIONS A L'ETAT

2.1 CONDITIONNER ECOLOGIQUEMENT ET SOCIALEMENT LE REDEPLOIEMENT DES ACTIVITES ECONOMIQUES DANS NOTRE REGION

Dès aujourd'hui, le redémarrage de l'économie régionale ne doit pas se traiter seulement entre l'Etat et les acteurs économiques. Il est important d'associer acteurs institutionnels et associatifs **pour bâtir ensemble une société vivable**, dans un dialogue multilatéral transparent afin que la relance soit effectivement durable pour l'environnement et socialement juste.

L'urgence économique ne doit pas être utilisée comme prétexte pour éroder les garanties environnementales et sociales. Il est important de cesser toutes dérogations aux réglementations environnementales. Restreindre la participation des citoyens aux décisions les concernant, voire céder aux lobbys qui réclament activement des aides sans contrepartie, des droits à polluer améliorés et autres régressions de la législation environnementale et sociale est inacceptable.

Dès demain : Les mesures de relance économique doivent être compatibles avec le retour à une empreinte écologique de moins d'une planète par an en 2030.

Le prochain CPER, à partir de 2021, devra être construit sur la base de ces critères d'éco conditionnalité et d'une gouvernance associant l'ensemble des parties prenantes qui permettrait de construire la société d'après demain : une nouvelle façon de produire et consommer, plus locale, sobre et équitable.

- Orienter le secteur industriel vers les secteurs vitaux et stratégiques pour notre résilience écologique et sociale, relocaliser les industries nécessaires à l'atteinte de l'indépendance de notre territoire tout en respectant les valeurs limites d'émission (VLE) des rejets en utilisant la directive des émissions Industrielles (IED) s'appuyant sur les Brefs (Best available techniques REference documents) ;

- Moderniser les infrastructures industrielles pour les rendre réellement durables par une réglementation ou des incitations financières adaptées (contre-exemple l'usine Total la Mède), inciter à une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement ;
- Mettre en œuvre la transition énergétique en favorisant la sobriété et en mobilisant un véritable mix complet de technologies « renouvelables » ;
- Revoir le contrat de territoire de Gardanne en incluant l'enjeu autour de la centrale biomasse de Gardanne. Le volume de bois requis ne permet pas un approvisionnement local sans mettre en péril la forêt méditerranéenne ; on ne peut plus parler d'énergie renouvelable. La fermeture de cette centrale biomasse et la requalification du site orientée vers la réduction des consommations d'énergie et la production d'énergie renouvelable est un enjeu majeur de transition écologique pour notre territoire.

Les finances publiques (déployées par l'ensemble des instruments financiers et des investissements publics) et les plans projets programmes dans lesquels l'Etat est partie prenante doivent être éco conditionnalisés au regard des critères visés dans **la feuille de route de la France pour réaliser les Objectifs du Développement Durable**.

2.2 PRESERVER LES BIENS COMMUNS, SOCLE DE L'INTERET GENERAL, AU REGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

2.2.1 DES SOLS PRESERVES ET VIVANTS

- Renforcer les contrôles de légalité par déféré préfectoral pour tout projet d'urbanisation en zone à risque, sur les terres agricoles irriguées ;
- Engager un travail de révision des Plans de prévention des risques inondation (PPRI) largement caducs à l'aune des conséquences des changements climatiques ;
- Exercer un contrôle de légalité plus strict sur les documents d'urbanisme, en matière de préservation de la biodiversité, artificialisation des sols et risques (inondations, submersion, érosion ...*déferer ainsi le projet de centre commercial Open Sky à Sophia Antipolis, Campus Santé Diagana à Mougins, Yotel club à Cogolin*, application de la loi Littoral et loi Montagne ;
- Appliquer la circulaire du 29 juillet 2019 (gestion économe de l'espace) sur la Région ;
- Mettre en œuvre un moratoire sur les projets d'aménagement en zones à risques, en zones agricoles et en zones naturelles et forestières. Abandonner les projets dépassés, néfastes pour l'environnement et l'agriculture (*Cf. OIN Plaine du Var, ZAC de Pertuis, plateforme logistique à Courthézon*) ;
- Exiger l'application de la règle Eviter-Réduire-Compenser, la prise en compte des effets cumulés dans les études d'impacts (à renforcer notamment sur les projets de plateforme logistique en plaine de Crau) ;
- Préserver les arbres, haies et boisements, en espaces naturels, agricoles et urbains
- Donner un droit de veto à la CDPENAF.

2.2.2 UN AIR RESPIRABLE - UNE SANTE EN LIEN AVEC NOTRE ENVIRONNEMENT

- **Renforcer dès aujourd'hui les 4 Plans de Protection de l'Atmosphère en révision :**

- Inclure un volet mer avec un passage à un carburant à 0.1% de teneur en soufre dans les eaux françaises méditerranéennes ;
- Inclure un volet « pesticides et particules fines » en règlementant strictement leur usage ;
- Réduire drastiquement les dérogations à l'interdiction de brûlage des déchets verts.

- **Investir dans les solutions de mobilité :**

- Intensifier et développer l'offre de transport ferroviaire, développer la complémentarité entre le réseau ferroviaire et les autres modes de déplacement (Multimodalité/Pôles d'échanges) ;
(contre-exemples : contournement d'Arles, LO Avignon) ;
- Mettre en place des services express métropolitains ;
- Etendre les aménagements pour les modes de déplacements actifs (piétons/vélos) ;
- Préserver/requalifier les infrastructures permettant le report modal du transport routier de marchandises vers le rail ;
- Contribuer à la mise en œuvre d'un véritable service public de fret ferroviaire et d'une offre logistique urbaine ;
- Maintenir, rénover et développer les lignes ferroviaires de l'étoile de Veynes et celle desservant la Vallée de la Roya afin de garantir l'égalité des territoires et l'accès aux transports collectifs.

- **Réviser et renforcer le Plan Régional Santé Environnement dès aujourd'hui :**

La présente crise sanitaire met en lumière la nécessité de prendre entièrement la mesure du champ de la santé environnementale en décloisonnant les questions d'environnement, biodiversité, santé, climat et alimentation saine. Les mesures suivantes sont attendues :

- Doubler ses financements ;
- Intégrer les enjeux de zoonose, de lien avec la préservation du vivant et du changement climatique ;
- Intégrer les enjeux d'aménagements favorables à la santé.

2.2.3 UNE EAU EN QUANTITE ET EN QUALITE, UN ESPACE MARITIME AUX USAGES EQUILIBRES :

- Réviser le Plan Régional d'action sécheresse pour le rendre compatible avec le SDAGE et les Plans départementaux d'action sécheresse en renforçant les débits réservés pour atteindre le bon état des eaux de la directive cadre eau *(contre-exemples : projets de retenues collinaires : le projet de retenue d'un million de m³ à Gap avec l'ASA du canal de Gap ou encore au col de Manse dans le Champsaur sur le Haut Drac...)* ;
- Veiller à la hiérarchie des usages de l'eau notamment en période de sécheresse et à la préservation des ressources et milieux aquatiques ;
- Mettre en place un plan d'adaptation au changement climatique ;
- Maintenir les financements pour la lutte contre les pollutions en mer, et pour la reconquête des milieux aquatiques (continentaux, littoraux, marins) ;
- Etablir des Aires Marines Protégées de 200 ha tous les 20 km de linéaire côtier, avec une réelle gestion de ces zones, sur la base de réalités écologiques et socio-économiques des territoires ;

- Protéger le littoral et mettre en œuvre une gestion intégrée des zones côtières (GIZC) efficace ;
- Règlementer strictement les mouillages en mer.

2.3 LANCER UN RENOUVEAU DEMOCRATIQUE

Dès aujourd'hui une nouvelle démocratie plus participative doit être mise en place, sous forme **d'une fabrique régionale de la transition** réunissant l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques, associatifs et un panel de citoyens.

Elle aura pour objectif de repenser collectivement les orientations et investissements de demain sur le territoire régional en partant du principe que l'intérêt général est le socle des transformations à venir pour assurer la protection des biens communs. Elle proposera des critères d'éco conditionnalité des aides pour l'ensemble des politiques publiques régionales, métropolitaines et locales.

Un garant issu de la Commission Nationale du Débat public serait nommé pour assurer l'équilibre des débats.

Dès demain les espaces existants de démocratie participative et de dialogue environnemental peuvent être renforcés et améliorés dans les objectifs suivants :

- Renforcer le pilier environnemental du conseil économique, social et environnemental régional (CESER), mettre les enjeux transversaux de climat, biodiversité, santé-environnement au cœur de sa mission et rendre la prise en compte de ses avis obligatoire par le Conseil Régional ;
- Maintenir les conseils de développement des intercommunalités et inscrire leur démarche dans les enjeux de climat, biodiversité, santé-environnement ;
- Engager des démarches de territoire ou faire évoluer celles existantes (Plans Climat, Contrats de Transition Ecologique, ...) en les rendant transversales et en renforçant leur volet démocratique ;
- S'assurer du bon fonctionnement des Commissions de Suivi de Sites existantes, et en créer sur les sites qui n'en sont pas dotés ;
- Soutenir l'alerte en santé publique et environnement en accordant la protection des lanceurs d'alerte aux personnes morales, (associations agréées en matière d'environnement et de santé), en renforçant le suivi des signalements par la Commission nationale de déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement (cnDASpe) ;
- Améliorer la justice environnementale, le contrôle et l'instruction des dossiers environnementaux, en étendant la capacité des associations agréées à agir en justice et en créant un délit de mise en danger de l'environnement.

3 PROPOSITIONS AUX METROPOLES ET EPCI

3.1 DES COLLECTIVITES QUI PRIORISENT LEURS AIDES ET LEURS COMMANDES PUBLIQUES AUTOUR D'UN NOUVEAU MODELE DE SOCIETE

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés par l'ONU constituent un outil de référence ; ainsi les **critères d'éco conditionnalité et d'évaluation** pourraient être mis en place au sein des commandes publiques et de l'ensemble des aides auprès des porteurs de projets publics ou privés.

D'autres indices peuvent être également mis en place comme les indices sur la santé, sur la qualité de vie et la biodiversité.

Les critères et ses indices prioriseront :

- **La cohésion sociale, la solidarité territoriale et générationnelle** : les projets et les actions favorisant l'insertion des jeunes et des demandeurs d'emplois, l'accès aux services publics et à une éducation pour tous ;
- **L'épanouissement des êtres humains** : les projets priorisant une ville vivable avec des transports en commun, des pistes cyclables, un habitat sain et accessible pour tous, des espaces de nature ;
- **La préservation de la biodiversité des milieux et des ressources** : les projets limitant l'étalement urbain, protégeant les ressources naturelles : espaces naturels, eau, biodiversité, diminuant les gaz à effet de serre ;
- **L'adaptation au changement climatique** : des actions bénéfiques, pérennes et multifonctionnelles ;
- **Une dynamique de développement en suivant des modes de productions et de consommations responsables** : les projets favorisant les circuits courts, une alimentation saine et de qualité, les produits éco conçus ;
- **La territorialisation des objectifs des schémas régionaux** : la mise en place de SCoT compatible avec le SRADDET, de Programmes Locaux de Prévention de Déchets Ménagers et Assimilés en vue d'atteindre les objectifs du PRPGD et des PCAET ambitieux ;
- **Des démarches de démocratie participative dans les documents de planification des collectivités** : la construction des documents de planification construits en associant les citoyens.

3.2 DES COLLECTIVITES QUI GARANTISSENT LA RESILIENCE DE LEUR TERRITOIRE

Pour se développer durablement quelles que soient les perturbations auxquelles doit faire face un territoire, il est nécessaire de penser sa résilience.

Un diagnostic des enjeux locaux de résilience peut être lancé dans chaque collectivité en concertation avec la société civile.

Un plan d’actions partagé sur chacun des domaines nécessaires à la vie et au bien-être des populations pourra être mis en place sur les axes suivants :

3.2.1 PRESERVER LES BIENS COMMUNS AU REGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

3.2.1.1 Pour des Sols préservés et vivants

- Intégrer zéro artificialisation nette du territoire dans les documents d’urbanisme /Renouveler le bâti existant plutôt qu’encourager les constructions nouvelles / Recenser les logements vacants ;
- Mise en place de moratoires sur les projets d’aménagement en zones à risques, les projets d’aménagements en zones agricole, naturelle et forestière ;
- Désimperméabiliser les sols, revégétaliser les berges des cours d’eau et prévoir des zones d’expansion des crues non urbanisées ;
- Restaurer et préserver les corridors écologiques et espaces verts dans les milieux urbains (coupures d’urbanisation), y compris les plus petits, des îlots de fraîcheur et lieux de convivialité ;
- Encourager la création de potagers communaux ;
- Garantir l’application de la réglementation en matière d’éclairage et préserver la trame noire ;
- Lutter contre les pesticides par une politique de gestion communale Zerophyto et aussi par le recours autant que de besoin à des arrêtés municipaux anti pesticides ou a minima par la mise en place de charte d’épandage ;
- Créer un atlas de biodiversité afin de connaître la biodiversité présente sur le territoire de la collectivité.

3.2.1.2 Pour un Air respirable et une santé en lien avec notre environnement

- Développer l’écobilité dont les mobilités actives (vélo et marche) ;
- Concourir au développement d’une offre logistique adaptée à la desserte des zones urbaines ;
- Végétaliser les villes ;

- Réorganiser l'espace pour développer les mobilités actives et garantir les continuités écologiques ;
- Mise en place de diagnostics et programmes santé-environnement adaptés aux besoins du territoire.

3.2.1.3 Pour une Eau de qualité et en quantité et des milieux marins préservés

- Prendre en compte le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) pour l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT,PLUi). Elaborer un volet mer dans les SCoT. Réaliser et mettre en œuvre, des schémas de cohérence : gestion des usages, cohérence écologique, de protection, restauration des habitats marins, gestion du littoral et du trait de côte, gestion des sédiments. Prendre en compte les zones de submersion et d'érosion marine lors de l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT,PLUi) ;
- Renforcer la gestion du risque inondation, en réduisant et limitant l'imperméabilisation des sols, en interdisant les constructions dans les zones à risque et en développant la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et la restauration du fonctionnement des milieux aquatiques ;
- Contribuer à l'amélioration de la gestion de la ressource en eau pour les besoins des usages et des milieux aquatiques par des contrats de milieu et des SAGE ;
- Développer la gestion intégrée du littoral et de la mer notamment à travers les contrats de baie.

3.2.2 METTRE EN ŒUVRE UNE VÉRITABLE TRANSITION ÉNERGETIQUE (PCAET)

Pour arriver à une Région neutre en carbone, une politique volontariste et ambitieuse sur la transition énergétique doit être mise en place prioritairement dans les Plans Climat Air Energie du territoire (PCAET), notamment dans les domaines suivants :

3.2.2.1 Exiger l'efficacité et la sobriété énergétiques :

- Impulser une véritable et massive politique de rénovation des logements « passoires énergétiques » ;
- Privilégier les transports collectifs et les mobilités douces.

3.2.2.2 Développer les énergies renouvelables :

- Exploiter les potentiels éolien et solaire de nos territoires en favorisant des projets ambitieux, complémentaires respectueux de l'environnement ;
- Favoriser l'implantation de parcs photovoltaïques ou éoliens sur des territoires déjà artificialisés, et limiter l'implantation de tels parcs sur les terrains agricoles, forestiers ou espaces naturels ;

- Encourager des projets exemplaires associant les citoyens à tous les stades de leur développement ;
- Garantir le respect de l'environnement et de la biodiversité ;
- Éviter la construction de centrales, microcentrales et pico-centrales hydroélectriques sur les torrents vierges ;
- Rénover les installations hydroélectriques existantes plutôt que construire de nouvelles installations ;
- Revoir à la baisse la part de l'énergie issue de la biomasse forestière dans le Schéma Régional Biomasse et inscrire des espaces en libre évolution dans le Plan Régional Forêt Bois.

3.2.3 ŒUVRER POUR UNE AUTONOMIE ALIMENTAIRE

Les **Plans Alimentaires Territoriaux (PAT)** doivent faire l'objet d'un portage politique à la hauteur des enjeux qu'ils constituent dans la région Provence Alpes Côte d'Azur.

- Engager des PAT ;
- Faire participer le tissu associatif (sensibilisation citoyenne et éducation des jeunes aux enjeux d'une alimentation saine et durable, promouvant les filières bio et locales et de lutte contre le gaspillage alimentaire) ;
- Préserver les espaces agricoles et naturels ;
- Consolider une agriculture écologique et raisonnée ;
- Intégrer les orientations du PAT dans la restauration scolaire.

3.2.4 EVITER, RECUPERER, PARTAGER

Il est indispensable que les territoires s'investissent pour prévenir les déchets, limiter le gaspillage, organiser la réutilisation ou le réemploi ou encore améliorer le recyclage.

- **Elaborer un Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA)**, avec la participation la plus effective possible de la population. Si un PLPDMA a déjà été établi, le suivi attentif de ses résultats et la mise en œuvre de mesures correctives, avec une participation des habitants, est un moyen indispensable pour progresser ;
- **Mettre en place en milieu rural ou péri-urbain, le compostage de proximité ;**
- **Mettre en place en zone dense une collecte sélective des biodéchets ;** une étude économique permettrait de définir le zonage le plus opportun ;
- **Inciter les habitants à réduire et mieux trier leurs déchets** via une **tarification adaptée ;** tous les territoires qui l'ont expérimentée ont vu les poubelles grises diminuer de façon importante sans pour autant que ne se développent à terme des décharges sauvages. Notre région est quasi la seule à ne voir aucune avancée dans ce domaine ;

- **Multiplier les points de collecte de vêtements**, aider à l'organisation de ressourceries, etc. pour aller vers l'économie circulaire et contribuer à des créations d'emplois et au développement d'une offre de produits à faible prix et de qualité ;
- **Communiquer sur les enjeux de santé publique** et environnementaux du **brûlage des déchets verts**, tradition bien ancrée malgré les arrêtés préfectoraux sans doute trop peu connus ;
- Orienter l'utilisation des déchets verts à des fins de **broyage/paillage ou de compostage** ;
- Mettre à disposition des broyeurs ou l'organisation de services de broyage à domicile ;
- Rappeler l'existence de déchetteries de proximité, voire si nécessaire avoir recours aux dispositifs légaux en cas de décharges sauvages ;
- Mettre en place des solutions localement adaptées pour les coupes effectuées dans le cadre des obligations légales de défrichement (OLD), sans brûlage dérogatoire sur place.

3.3 DES COLLECTIVITES QUI MOBILISENT AUTOUR D'ELLES L'ENSEMBLE DES ACTEURS

Cette sortie de crise doit être un moment levier pour s'orienter vers un nouveau modèle sociétal. Il s'agit de travailler ensemble pour redonner la priorité au bien être de vivre et de proposer un projet stimulant d'après crise, porteur à la fois d'espoir mais aussi de solutions durables et pérennes.

Des actions concrètes et efficaces peuvent se mettre en place pour lancer dès aujourd'hui, de manière participative, une nouvelle démocratie :

- **Mise en place de fabriques territoriales de la transition** à l'échelle de bassins de vie incluant l'ensemble des parties prenantes et un panel de citoyens avec pour objectif, le suivi, l'évaluation des plans projets programmes de la collectivité et des aides publiques de la collectivité. Cela implique une réelle transparence sur l'affectation des budgets et la vérification de la nécessaire opérationnalité des actions dans un temps court. Des critères d'éco conditionnalité des aides seraient mis en place dans l'ensemble des politiques publiques ;
- **Ouvrir plus d'espaces de gouvernance à la société civile** :
La création de comités d'initiatives et de concertation citoyenne à l'échelle communale ;
Le maintien des conseils de développement au sein des intercommunalités et la prise en compte de leur leurs propositions ;
- **Renforcer les moyens (financiers et humains) des associations** force de propositions et de réalisations ;
- **Veiller à associer les ONG environnementales et les citoyens à la politique locale**, notamment sur tous les projets d'aménagement du territoire.

4 PROPOSITIONS A TOUS LES ACTEURS INSTITUTIONNELS

4.1 FAIRE DE LA SANTE ET DE L'ENVIRONNEMENT LES PILIERS DE NOTRE BIEN ETRE

4.1.1 AMELIORER L'ENVIRONNEMENT POUR AMELIORER NOTRE SANTE

- Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) version 3 doit être recalibré à la hauteur des enjeux avec le doublement des moyens financiers et humains. Sa dynamique doit être retrouvée en revisitant sa gouvernance et ses objectifs ;
- La territorialisation de la santé environnementale doit être assurée par l'implication des élus locaux et par un « diagnostic local santé environnement » recensant les expositions environnementales du territoire et la mise en place d'un « plan territorial santé environnement » ;
- La santé des écosystèmes doit être préservée pour garantir la santé humaine à travers une politique zéro biocides, la mise en place d'un chèque bio-local, une gestion des zoonoses.

4.1.2 PROMOUVOIR UNE POLITIQUE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE FAVORABLE A LA SANTE

- Réduire les échelles et les densités urbaines, favoriser la désynchronisation des temps d'activité et de déplacement ;
- Restaurer et préserver les corridors écologiques et espaces verts dans les milieux urbains (coupures d'urbanisation), y compris les plus petits ;
- Préserver les espaces verts (parcs, jardins, ...) îlots de fraîcheur et lieux de convivialité ;
- Encourager la création de potagers communaux ;
- Développer un réseau de déplacements en modes doux ;
- Garantir l'application de la réglementation en matière d'éclairages et préserver la trame noire ;
- Désimperméabiliser et revégétaliser les berges des cours d'eau et prévoir des zones de mobilités actives.

4.1.3 REVOIR L'ORGANISATION DE NOTRE SYSTEME DE SANTE SELON LES LOGIQUES STRUCTURANTES

- Développer le réseau des maisons régionales de santé et multiplier les Communautés Professionnelles territoriales de Santé (CPTS) ;
- S'appuyer sur l'Observatoire Régional de la Santé (ORS) pour initier des politiques préventives ;

- Respecter le principe constitutionnel d'égalité de traitement de chaque citoyen par une politique d'aménagement du territoire permettant à chacun de bénéficier des services essentiels à proximité de chez lui ;
- Doter de moyens les métropoles sans mettre en cause l'égalité des territoires pour renforcer le service public de santé.

4.2 GARANTIR ET PRESERVER LES BIENS COMMUNS, SOCLE DE L'INTERET GENERAL, AU REGARD DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

En préambule, il apparaît indispensable de garantir les services publics de proximité : bureaux de postes, centres de santé, espaces sportifs gratuits, offre culturelle, centres sociaux pour une sensibilisation et éducation populaire en encourageant les liens multiculturels et intergénérationnels.

4.2.1 DES SOLS PRESERVES ET VIVANTS :

4.2.1.1 Enrayer l'artificialisation des sols pour préserver la biodiversité

- Préserver la biodiversité en sauvegardant les espaces naturels, restaurer les continuités écologiques, préserver les arbres, haies et boisements en espaces naturels, agricoles et urbains ;
- Renforcer la politique foncière des acteurs et organismes publics pour accroître les espaces naturels protégés ;
- Créer un observatoire de l'artificialisation des sols : évaluer les projets d'aménagements et d'infrastructure au regard des continuités écologiques (cartographie SRCE) et des aires protégées, mettre en place des moratoires sur les projets d'aménagement en zones à risques, en zones agricoles et en zones naturelles et forestières, renoncer aux projets dépassés, néfastes pour l'environnement et l'agriculture (Cf. OIN Plaine du Var) ;
- Veiller à une application rigoureuse des documents d'urbanisme : rendre opposable la cartographie du SRCE intégré au SRADDET ;
- Réviser le SRADDET et modifier l'échéance de la zéro artificialisation nette des terres agricoles irriguées en 2021 et non en 2030 (mesure 49) ;
- Engager un travail de révision des Plans de prévention des risques inondation (PPRI) qui sont largement caducs notamment à l'aune des conséquences des changements climatiques ;
- Exercer un contrôle de légalité plus strict sur les documents d'urbanisme, notamment en matière de préservation de la biodiversité, artificialisation des sols et risques (inondations, submersion, érosion ...), application de la loi Littoral et loi Montagne, Donner un droit de veto à la CDPENAF.

4.2.1.2 Sensibiliser le grand public aux liens entre les sols la biodiversité et la santé

- Développer une éducation à la connaissance de l'environnement et de la biodiversité, à la notion de respect du vivant ;
- Mettre en place une dynamique de plantation d'arbres afin de créer des zones vertes pour une meilleure qualité de l'air, une diminution de la température ambiante et une protection des sols, en favorisant les arbres nourriciers méditerranéens ;
- Sensibiliser aux enjeux environnementaux à tout âge.

4.2.1.3 Gérer la forêt dans l'intérêt général

- Augmenter les zones boisées laissées en libre évolution : contractualisation d'îlots de sénescence (sans limite de temps), réserves biologiques intégrales ;
- Limiter l'ouverture de chemins de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) dans tous milieux (forêt principalement)

4.2.1.4 Adapter la chasse aux réalités du monde actuel

- Bannir définitivement toutes formes de chasse sanguinaire du type déterrage et piégeages ;
- Supprimer la catégorisation comme nuisibles des Espèces Susceptibles d'Occasionner des Dégâts (ESOD) ;
- Interdire les expérimentations d'agrainage à poste fixe des sangliers (Consultation publique pour l'expérimentation de cette méthode dans les Hautes-Alpes début 2020) ;
- Réduire la liste des espèces chassables en excluant celles en danger de conservation (galliformes de montagne, caille des blés, lièvre variable notamment) ;
- Interdire la chasse à la glu dans les cinq départements de PACA (Hautes-Alpes non concernées).

4.2.2 UNE EAU EN QUANTITE ET EN QUALITE ET UN ESPACE MARITIME AUX USAGES EQUILIBRES

- Veiller à la hiérarchie des usages de l'eau notamment en période de sécheresse et à la préservation des ressources et milieux aquatiques ;
- Renforcer la gestion du risque inondation, en réduisant et limitant l'imperméabilisation des sols, en interdisant les constructions dans les zones à risque et en développant la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et la restauration du fonctionnement des milieux aquatiques ;
- Réviser le Plan Régional d'action sécheresse pour le rendre compatible avec le SDAGE et les Plans départementaux d'action sécheresse en renforçant les débits réservés pour atteindre le bon état des eaux de la Directive Cadre Eau, prendre en compte le Schéma

Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) pour l'élaboration des documents d'urbanisme (SCoT, PLUi) ;

- Contribuer à l'amélioration de la gestion de la ressource en eau pour les besoins des usages et des milieux aquatiques par des contrats de milieu et des SAGE.

A. → Pour les territoires maritimes :

- Protéger le littoral et mettre en œuvre une Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) efficace notamment à travers des contrats de baies en établissant des Aires Marines Protégées de 200 ha tous les 20km de linéaire côtier. Mettre en œuvre une réelle gestion pour ces zones, appuyée sur les réalités écologiques et socio-économiques des territoires ;
- Définir des interdictions de mouillages dans les milieux fragiles (posidonies, cymodocées, coralligènes, tombants...) ;
- Prendre en compte les zones de submersion et d'érosion marine lors de l'élaboration des documents d'urbanisme (SCoT, PLUi) ;
- Établir les objectifs, règles et critères du recul stratégique face à l'érosion côtière. Élaborer un volet « mer » dans les SCoT ;
- Réaliser et mettre en œuvre, des schémas de cohérence : gestion des usages, cohérence écologique, de protection, restauration des habitats marins, gestion du littoral et du trait de côte, gestion des sédiments ;
- Maintenir les financements pour la lutte contre les pollutions en mer, et pour la reconquête des milieux aquatiques (continentaux, littoraux, marins).

4.2.3 UN AIR RESPIRABLE ET UNE SANTE REPENSEE EN LIEN AVEC NOTRE ENVIRONNEMENT

En préambule, FNE rappelle qu'il est indispensable d'agir en priorité dans le domaine de la mobilité pour avoir un impact sur la pollution de l'air.

4.2.3.1 Mobilité : moins mieux autrement

4.2.3.1.1 Faciliter la mobilité des personnes

- **Augmenter l'offre et la capacité des transports collectifs :**
 - ✓ Intensifier l'offre de transport ferroviaire et développer la complémentarité entre le réseau ferroviaire et les autres modes de déplacement (Multimodalité/Pôles d'échanges) ;
 - ✓ Assurer un rabattement des cars, sous la compétence de la Région, sur les différentes gares des corridors ferroviaires afin de faciliter l'accès aux transports collectifs ;
 - ✓ Permettre l'emport des vélos à bords des cars régionaux et augmenter l'installation de parcs à vélos sécurisés ;

- ✓ Investir dans du nouveau matériel plus capacitaire roulant au gaz ou électrique : accélérer l'électrification de la ligne Marseille-Aix et l'expérimentation de matériels hybrides, commander de nouveaux matériels Région et Régiolis (bi-modes) ;
- ✓ Augmenter les fréquences et l'amplitude horaire des services ferroviaires, mettre en œuvre des services de type RER sur les métropoles d'Aix-Marseille, Toulon et Nice-Côte d'Azur, cadencer et mieux coordonner les services sur les étoiles ferroviaires de Veynes et d'Avignon, favoriser la réhabilitation de l'offre ferroviaire « Trains de nuit », mieux mailler le territoire pour éviter les phénomènes d'engorgement dans certains pôles d'échanges : s'appuyer sur la gare de La Blancarde plutôt que la gare St-Charles, diversifier les itinéraires et les points de correspondances : revitalisation des lignes et gares sous-utilisées.
- **Promouvoir davantage l'usage des transports publics** pour limiter la pollution automobile : informer plus largement le public sur les offres de transport alternatif à la voiture, mettre à disposition des bases de données et des outils d'aide à la mobilité (TRANS'POTES), accompagner le changement de comportement (développement de l'autopartage ...)
- **Promouvoir l'usage du vélo et de la marche à pied pour les déplacements de proximité** : libérer les trottoirs, transformer un maximum de rues en zones de partage (limitées à 20 km/h) ou en vélo-rues, affecter aux vélos de larges bandes et pistes cyclables, et même des voies de circulation routière ;
- **Impliquer les entreprises et les collectivités locales** : inciter financièrement à créer des services, aménager des parcours, sécuriser le stationnement vélo, taxer les surfaces de stationnement automobile, aider au développement du télétravail et à l'étalement des horaires de travail, promouvoir le covoiturage ;
- **Limiter le développement du transport aérien et de la croisière** : taxer le développement des aéroports et compagnies low-cost, subordonner l'accès aux ports et aéroports au respect de contraintes environnementales croissantes, relier les ports et aéroports aux villes et hinterlands par des moyens peu polluants (ferroviaire, fluvial, ...).

4.2.3.1.2 Réorganiser le transport de marchandises

- **Préserver/requalifier les infrastructures permettant le report modal du transport routier de marchandises vers le rail** (trilage de Miramas, installations de Nice-St-Roch)
- **Contribuer à la mise en œuvre d'un véritable service public de fret ferroviaire** et contraindre la circulation des camions : organiser et amorcer financièrement un service de navettes reliant les principales plates-formes fret, mobiliser le foncier et installer des espaces logistiques urbains accessibles en cargo-tram ou équivalent, contraindre l'accès à la ville aux seuls véhicules lourds au gaz ou électriques ;
- **Concourir au développement d'une offre logistique urbaine** en promouvant une desserte « test » Avignon-Nice (dossier disponible) ;
- **Élargir le domaine de pertinence du transport fluvial** : organiser/aménager des plates-formes de transfert le long du fleuve ; neutraliser/mutualiser le surcoût lié à la

manutention fluviale pour inciter les chargeurs à utiliser le transport fluvial ; accompagner la profession vers la transition énergétique ;

- **Former les commissionnaires transport** à la multi-modalité ;
- **Encourager le développement des vélo-cargos** : aider financièrement à l'investissement et à l'installation, faire la promotion des services auprès des professionnels.

4.2.3.2 Orienter l'utilisation des déchets verts à des fins de paillage

- Communiquer sur les enjeux de santé publique et environnementaux du brûlage des déchets verts, tradition bien ancrée dans l'esprit de nombreux habitants malgré les arrêtés préfectoraux sans doute trop peu connus ;
- Mettre à disposition des broyeurs ou l'organisation de services de broyage à domicile ;
- Rappeler l'existence de déchetteries de proximité, voire si nécessaire avoir recours aux dispositifs légaux en cas de décharges sauvages ;
- Mettre en place des solutions localement adaptées pour les coupes effectuées dans le cadre des obligations légales de défrichement (OLD), sans brûlage dérogatoire sur place.

4.2.3.3 Industrie : réduire les émissions polluantes à la source

- Orienter le secteur industriel dans les secteurs vitaux et stratégiques pour notre résilience écologique et sociale, relocaliser les industries nécessaires à l'atteinte de l'indépendance de notre territoire tout en respectant les valeurs limites d'émission (VLE) des rejets en utilisant la directive des émissions Industrielles (IED) s'appuyant sur les Brefs (Best available techniques REference documents) ;
- Moderniser les infrastructures industrielles pour les rendre réellement durables par une réglementation ou des incitations financières adaptées (contre-exemple l'usine Total la Mède), inciter à une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement ;
- Renforcer le contrôle des émissions polluantes et la prise de sanctions fortes à l'encontre des pollueurs comme le prévoient les textes de loi ;
- Cesser toute dérogation permettant à une industrie d'émettre plus de polluants que son arrêté d'autorisation ne le lui permet ;
- Exiger une plus grande transparence des procédures et l'information systématique du public sur les mises en demeure, les mesures réalisées par les industriels pour y répondre et les fiches d'écarts concernant les émissions de polluants.

4.3 GARANTIR LA RESILIENCE DES TERRITOIRES

4.3.1 DEVELOPPER UNE VERITABLE TRANSITION ENERGETIQUE

→ *Viser à l'efficacité et à la sobriété énergétiques*

- Mettre en place une stratégie et des plans d'actions volontaristes de rénovation des bâtiments (copropriétés et logements sociaux) ;
- Aider à la constitution de groupements d'artisans susceptibles de réaliser des travaux de rénovation au niveau de qualité requis et à des coûts maîtrisés sur le territoire régional ;
- Mettre en place des formations spécialisées pour les artisans.

→ *Développer les énergies renouvelables en respectant la biodiversité et l'environnement*

- Favoriser l'implantation de parcs photovoltaïques ou éoliens en milieu anthropisé, en préservant les terres agricoles, forestières et espaces naturels et en luttant contre les projets des opérateurs privés ne s'inscrivant pas dans une démarche d'intérêt général ;
- Développer la création d'outils de portage de projets d'énergie renouvelable au niveau intercommunal associant citoyens et collectivités (sur le modèle du grand briançonnais) ;
- Développer une approche globale sur les projets hydroélectriques et privilégier le gain d'énergie par la rénovation des installations existantes plutôt que la construction de nouvelles installations (éviter la construction de centrales, microcentrales et pico-centrales hydroélectriques sur les torrents vierges) ;
- Positionner la Région en facilitateur, impulseur coordinateur du développement des énergies renouvelables.

4.3.2 S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Mettre en place un diagnostic et plan d'adaptation au changement climatique au niveau de chaque collectivité ;
- Réviser le Plan Régional d'action sécheresse pour le rendre compatible avec le SDAGE et les Plans départementaux d'action sécheresse en renforçant les débits réservés pour atteindre le bon état des eaux de la Directive Cadre Eau (contre-exemples : projets de retenues collinaires qui ne sont que des fausses bonnes solutions tels que le projet de retenue d'un million de m³ à Gap avec l'ASA du canal de Gap ou encore celui du Col de Manse dans le Champsaur sur le Haut Drac...) ;
- Veiller à la hiérarchie des usages de l'eau notamment en période de sécheresse et à la préservation des ressources et milieux aquatiques ;
- Désimperméabiliser les sols, revégétaliser les espaces urbains et préserver les milieux naturels notamment les espaces forestiers ;
- Mettre en place des plans d'adaptation des stations de montagne (en priorité celles en-dessous de 1500 m) en synergie avec les programmes Espaces Valléens sur le volet diversification de l'offre et désaisonnalisation ;

- Repenser les stations de montagne notamment pour les équipements en neige de culture et retenues collinaires ;
- Appliquer les critères d'éco conditionnalité aux manifestations sportives et de loisirs en milieux naturels (contre-exemples rallye de Monte-Carlo, meeting aérien de Tallard).

4.3.3 METTRE EN PLACE L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE A L'ECHELLE DES TERRITOIRES

- Favoriser une agriculture respectueuse de la santé et la biodiversité ;
- Inciter à "l'innovation" agricole pour accélérer une transition agricole en lien avec le changement climatique et les principes de l'agroécologie ;
- Favoriser l'installation d'agriculteurs bio afin de fournir des produits locaux, de saison, de qualité en circuit de proximité, répondant aux enjeux climatiques. Les pratiques agricoles doivent préserver les ressources et respecter les sols ;
- Favoriser les petits élevages respectueux des animaux, élevés en bio, mettre en place des abattoirs mobiles afin de diminuer le stress des animaux ;
- Favoriser l'agroforesterie permettant une optimisation des productions et un respect de l'environnement ;
- Prévoir la mise en place d'installations de transformation sur les lieux de production ou à proximité afin d'éviter la pollution des déplacements et tous les effets induits, de permettre la création d'emplois, et de limiter le gaspillage alimentaire aujourd'hui inacceptable.

4.4 EVITER, RECUPERER, PARTAGER : PILIERS DE L'ECONOMIE ET DE LA CONSOMMATION

- Élaborer un Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA), avec la participation la plus effective possible de la population, si un PLPDMA a déjà été établi, le suivi attentif de ses résultats et la mise en œuvre de mesures correctives, avec une participation des habitants est un moyen indispensable pour progresser ;
- Mettre en place en milieu rural ou péri-urbain, le compostage de proximité ;
- Mettre en place en zone dense une collecte sélective des biodéchets ; une étude économique permettrait de définir le zonage le plus opportun ;
- Inciter les habitants à réduire et mieux trier leurs déchets via une tarification adaptée ; tous les territoires qui l'ont expérimentée ont vu les poubelles grises diminuer de façon importante sans pour autant que ne se développent à terme des décharges sauvages ;
- Multiplier les points de collecte de vêtements, aider à l'organisation de ressourceries, moyens pour aller vers l'économie circulaire et contribuer à des créations d'emplois et au développement d'une offre de produits à faible prix et de qualité.

4.5 LANCER UN RENOUVEAU DEMOCRATIQUE

Dès aujourd'hui une nouvelle démocratie plus participative doit être mise en place à tous les échelons des collectivités territoriales, des bassins de vie (tel que définis dans le SRADDET) et de l'Etat, sous forme de fabriques de la transition réunissant l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques, associatifs et un panel de citoyens.

Ces fabriques auraient pour objectif de repenser collectivement les orientations et investissements de demain sur les territoires en partant du principe que l'intérêt général est le socle des transformations à venir pour assurer la protection des biens communs.

Des critères d'éco conditionnalité des aides et de nouveaux indicateurs de bien être (indice de biodiversité, de santé, de qualité de vie...), devraient être mis en place pour tout investissement. Des garants issus de la Commission Nationale du Débat public seraient nommés pour assurer l'équilibre des débats.

Dès demain, les espaces existants de démocratie participative et de dialogue environnemental devront être renforcés et améliorés :

- Renforcer le pilier environnemental du conseil économique, social et environnemental régional (CESER), mettre les enjeux transversaux de climat, biodiversité, santé-environnement au cœur de ses missions et rendre la prise en compte de ses avis obligatoire par le Conseil Régional ;
- Maintenir et s'appuyer sur les conseils de développement des intercommunalités pour accompagner les enjeux de climat, biodiversité, santé-environnement ;
- Engager des démarches de territoire ou faire évoluer celles existantes (Plans Climat, Contrats de Transition Ecologique, ...) en les rendant transversales et en renforçant leur volet démocratique ;
- S'assurer du bon fonctionnement des Commissions de Suivi de Sites existantes, et en créer sur les sites qui n'en sont pas dotés ;
- Soutenir l'alerte en santé publique et environnement en accordant la protection des lanceurs d'alerte aux personnes morales (associations agréées en matière d'environnement et de santé) ;
- Améliorer la justice environnementale, le contrôle et l'instruction des dossiers environnementaux ;
- Etendre la capacité des associations agréées à agir en justice ainsi qu'en soutenant la reconnaissance légale d'un délit de mise en danger de l'environnement ;
- Ouvrir plus d'espaces de gouvernance à la société civile avec la création de comités d'initiatives et de concertation citoyenne à l'échelle communale ;
- Renforcer les moyens (financiers et humains) des associations force de propositions et de réalisation ;
- Veiller à associer les ONG environnementales et les citoyens à la politique locale, notamment sur tous les projets d'aménagement du territoire.

4.6 ASSORTIR LES AIDES PUBLIQUES DE CRITERES D'ECO-CONDITIONNALITE

Des critères d'éco conditionnalité et d'évaluation doivent être mis en place au sein de la commande publique et pour l'ensemble des aides auprès des porteurs de projets publics ou privés.

Ces critères et indices doivent prioriser la justice sociale, le renouveau économique et la préservation des ressources environnementales. Ainsi :

- **La cohésion sociale, la solidarité territoriale et générationnelle** : les projets et les actions favorisant l'insertion des jeunes et des demandeurs d'emplois, l'accès aux services publics et à une éducation pour tous ;
- **L'épanouissement des êtres humains** : les projets priorisant une ville vivable avec des transports en commun, des pistes cyclables, un habitat sain et accessible pour tous, des espaces de nature ;
- **La préservation de la biodiversité des milieux et des ressources** : les projets limitant l'étalement urbain, protégeant les ressources naturelles : espaces naturels, eau, biodiversité, diminuant les gaz à effet de serre ;
- **L'adaptation au changement climatique** : des actions bénéfiques, pérennes et multifonctionnelles ;
- **Une dynamique de développement en suivant des modes de productions et de consommations responsables** : les projets favorisant les circuits courts, une alimentation saine et de qualité, les produits éco conçus ;
- **La territorialisation des objectifs des schémas régionaux** : la mise en place de SCoT compatibles avec le SRADDET, de Programmes Locaux de Prévention de Déchets Ménagers et Assimilés en vue d'atteindre les objectifs du PRPGD et des PCAET ambitieux ;
- **Des démarches de démocratie participative dans les documents de planifications des collectivités** : la construction des documents de planification construits en associant les citoyens.

5 GLOSSAIRE

ARS : Agence Régionale de Santé

ASA : Association Syndicale Autorisée

CDPENAF : Commissions Départementales de Préservations des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers

CPER : Contrat Plan État-Région

EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale

OIN : Opération d'Intérêt National

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

ODD : Objectifs du Développement Durable

PAT : Plan Alimentaire Territorial

PCAET : Plan Climat Air Énergie Territorial

PLPDMA : Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés

PLUi : Plan Local d'Urbanisme intercommunal

PPRI : Plan de Prévention des Risques Inondation

PRPGD : Plan Régional de Prévention et Gestions des Déchets

PRSE : Plan Régional de Santé Environnement

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

ZAC : Zone d'Aménagement Concerté

Zone ECA : zones de contrôle des émissions « Emission Control Area »